



# FILINFO

## RÉSORPTION DES BIDONVILLES

n°35

Le fil info "résorption des bidonvilles" rend compte des actions de la Dihal en matière de résorption des bidonvilles. Il donne plus largement des informations sur l'actualité dans ce domaine. Pour vous abonner, vous désabonner, ou envoyer vos contributions sur les initiatives menées dans vos territoires, écrivez-nous à la nouvelle adresse : [pole-resorption-bidonville.dihal@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pole-resorption-bidonville.dihal@developpement-durable.gouv.fr)



### A la une

## Installation de la Commission nationale de suivi de la résorption des bidonvilles

Le délégué interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement, Sylvain MATHIEU, a installé le mercredi 20 juin 2018 la Commission nationale de suivi de la résorption des bidonvilles. Composée d'une trentaine de membres représentant l'ensemble des parties prenantes (collectivités locales, préfectures, associations, ministères, parlementaires, autorités administratives indépendantes), elle a pour mission de suivre la mise en œuvre de l'instruction du gouvernement du 25 janvier 2018 visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des bidonvilles.

L'ambition est de constituer **une instance partenariale de co-construction et d'évaluation de cette politique**. Ont notamment pris part au lancement Marie-Dominique DREYSSE, maire-adjointe de Strasbourg, Marie-Hélène NEDELEC, vice-présidente de Nantes Métropole, Olivier NOBLECOURT, délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, Nicolas DEMOULIN, député de l'Hérault, des représentants de la préfecture du Nord, de celles de la Loire-Atlantique et d'Île-de-France, des représentants de la Fondation Abbé Pierre, de Médecins du Monde, du collectif Romeurope, du Défenseur des droits, de la Commission nationale consultative des droits de l'homme et de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT.



Première réunion de la commission

Cette première réunion a été l'occasion de présenter un bilan des actions de résorption soutenues en 2017, un état des lieux des territoires soutenus en 2018, ainsi que le dispositif de suivi consolidé mis en place par la DIHAL (recensement de bidonvilles, suivi des évacuations, indicateurs de résultats et de performance des actions d'accompagnement). Elle a enfin permis de fixer le cadre de travail de la Commission et de lancer **7 groupes de travail thématiques (habitat, emploi, scolarisation, santé, lutte contre les discriminations, participation des personnes, coopération transnationale)** qui rapporteront à la Commission.

**Vous pouvez manifester votre intérêt pour un groupe de travail en écrivant à : [pole-resorption-bidonville.dihal@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pole-resorption-bidonville.dihal@developpement-durable.gouv.fr)**



## Dans les territoires

### Ile-de-France : changement d'opérateur de la plateforme régionale

Le préfet de la région Ile-de-France, Michel CADOT, a réuni le 22 mai 2018 services de l'Etat, collectivités locales, associations, pour faire un point sur la stratégie régionale et engager la nouvelle impulsion donnée par l'instruction du 25 janvier 2018. **Le nouvel opérateur désigné pour mettre en œuvre la plateforme régionale pour l'insertion a été présenté: il s'agit de l'association ACINA** qui intervient depuis plusieurs années sur des bidonvilles du Val d'Oise et

s'est spécialisée sur l'accompagnement vers l'insertion par l'emploi. Elle succède à Adoma et intervient désormais également en Essonne, dans les Hauts-de-Seine, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne. L'accent a été mis lors de cette réunion sur **l'existence de dynamiques départementales à conforter dans le cadre régional de la stratégie et sous le pilotage du directeur de projet régional, le sous-préfet Jérôme NORMAND.**

### Marseille : comité du pilotage départemental en présence de la DIHAL

Marie-Emmanuelle ASSIDON, préfète déléguée à l'égalité des chances auprès du préfet des Bouches-du-Rhône, a réuni le 22 juin dernier le comité de pilotage départemental relatif aux actions d'accompagnement et à la résorption des bidonvilles, en présence de la DIHAL. Ce rendez-vous régulier avec tous les partenaires impliqués a été l'occasion de faire **un point sur la situation à Marseille, mais aussi sur Aix-en-Provence, Vitrolles (arrondissement d'Istres) et Aubagne (arrondissement de Marseille)** où des actions positives sont conduites. **Dans un contexte difficile dans un des principaux départements concernés par les campements et bidonvilles, la préfète déléguée a engagé une relance de la dynamique de résorption et du dialogue partenarial**, à travers notamment deux projets expérimentaux d'accompagnement sur site.

Comité de pilotage présidé par la préfète déléguée à l'égalité des chances

La DIHAL apporte son soutien à ces projets qui ont été intégrés dans le suivi national.

### Ivry-sur-Seine : inauguration du projet Villensemble

Le **projet porté par Convivances a été inauguré** le 25 mai 2018 en présence du maire, Philippe BOUYSSOU, de la préfecture de région représentée par Jérôme NORMAND de Fatiha AGGOUNE, conseillère départementale et des habitants du site.

La Dihal attache une attention particulière à ce projet, qui réutilise les anciens chalets issus du projet d'Orly et repose sur un commodat conclu avec le propriétaire. La Préfecture de région Ile-de-France, a salué **l'exemplarité de l'engagement partenarial des acteurs.**



Site du projet Villensemble, à Ivry-sur-Seine



## Actus Dihal

### Répartition des crédits 2018 dédiés à la résorption des bidonvilles

La DIHAL vient de clôturer l'exercice de répartition de l'enveloppe nationale 2018 de crédits consacrés au soutien des actions territoriales de résorption des bidonvilles et campements illicites. A travers 17 visioconférences avec les territoires concernés, la DIHAL a réalisé le suivi des actions financées en 2017. Les bilans font état de 73 actions portées par 46 opérateurs.

Au total, ces actions ont concerné 3 600 ménages soit environ 11 300 personnes (parmi lesquelles on compte 5 275 enfants en âge d'être scolarisés), soit

une augmentation de +46% par rapport à 2016. Les données recueillies confirment que la résorption, sans réinstallation, de bidonvilles, campements, squats est possible, et que la plupart des actions d'accompagnement vers l'insertion se révèlent efficaces dans la durée.

**Grâce aux actions soutenues en 2017, 439 ménages ont accédé à un logement soit environ 1 320 personnes, et 885 personnes ont accédé à un emploi. Ces résultats sont en progression par rapport à 2016 (respectivement + 16% et +26%).**

Suite page 3

Suite page 2

Pour l'année 2018, au total 23 territoires ont demandé des crédits. Des dotations ont été attribuées à 20 territoires (l'Ile-de-France prise dans sa dimension régionale comptant pour un territoire).

**Les trois priorités retenues en 2018 pour effectuer les arbitrages ont été les suivantes :**

**1. Conforter les territoires qui engagent une inflexion permettant de donner une nouvelle impulsion**



**conformément à l'instruction du 25 janvier 2018.**

**2. Appuyer les approches globales et partenariales de résorption, en particulier avec les collectivités locales**

**3. Encourager les actions orientées vers le logement d'abord.**

Les projets soutenus devront s'inscrire dans le dispositif national de suivi de la DIHAL en cours de consolidation. Un bilan sera publié prochainement.

## Bidonvilles en Outre-Mer : échanges avec les Directions de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL)

Lors des journées de formation sur la lutte contre l'habitat indigne en outre-mer organisées par le Pôle national de lutte contre l'habitat indigne du 18 au 22 juin 2018, le pôle bidonvilles de la Dihal a présenté son action en France métropolitaine aux représentants des 5 départements d'Outre-Mer. L'instruction du 25 janvier 2018 ne vise pas les départements ultra-marins, mais la présence de

bidonvilles dans ces territoires conduit à poser la question de l'articulation des actions de résorption des bidonvilles sur ces territoires avec le nouveau texte. **La DIHAL a engagé des discussions avec la Direction générale des outre-mer pour envisager la manière dont un travail de mutualisation d'expériences et de capitalisation pourrait être mené.**

## Réunion de travail autour des enjeux de la nouvelle MOUS de Nantes Métropole

A la demande de Nantes Métropole, la DIHAL a reçu le 7 juin 2018, Marie-Hélène NEDELEC, Vice-présidente de Nantes Métropole, et son équipe, pour une réunion de travail sur la mise en œuvre de la maîtrise d'œuvre urbain et sociale engagée depuis février 2018 sur les 24 communes de la métropole.

**Une des principales caractéristiques de cette action est de réunir un grand nombre de communes dans une même stratégie intégrée. Elle prévoit à ce titre des dispositions de péréquation financière et de répartition dont le suivi pourra servir à d'autres territoires.**



## Europe/International

### 15<sup>ème</sup> séance plénière du Comité des experts "roms" du Conseil de l'Europe à Athènes

La 15<sup>ème</sup> séance plénière du Cahrom (Comité ad hoc des experts nationaux sur les questions relatives aux Roms et aux gens du voyage) du Conseil de l'Europe s'est tenue à Athènes du 22 au 25 mai. A cette occasion, le délégué interministériel, Sylvain MATHIEU, a présenté la nouvelle impulsion donnée par la France à la résorption des bidonvilles à travers l'instruction du gouvernement du 25 janvier 2018. La DIHAL est également intervenue dans un atelier sur les unions précoces et a animé un atelier sur l'accès à la justice pour les Roms. L'annonce a été faite qu'une des deux réunions annuelles du Cahrom en 2019 pourrait se tenir en France dans le cadre de la présidence française du Comité des ministres du Conseil de l'Europe. Cette séance plénière du Cahrom a en outre permis des présentations détaillées **de la politique de résorption des campements conduite en Grèce.** Si elle se distingue par un affichage ethnique (elle vise expressément l'inclusion des Roms) et renvoie à des



Katerina GIANTSIOU, Secrétaire spéciale pour l'inclusion des Roms lors d'une visite dans le cadre du CAHROM

populations grecques (et non des citoyens européens migrants), elle s'apparente dans sa mise en œuvre opérationnelle et son organisation à l'action conduite en France, avec une stratégie de résorption durable des bidonvilles et campements, et un portage par une instance interministérielle rattaché au ministère des affaires sociales.

Plus d'informations [ici](#)

## Présentation du rapport du Haut Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU

Le 29 juin, la représentante en Europe du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU, Birgit VAN HOUT, a présenté un rapport sur l'effectivité du droit au logement et des droits qui y sont liés, pour les Roms en France.

Ce rapport, réalisé suite à une mission de plusieurs jours en France, souligne **les progrès réalisés par la France et met en exergue la nouvelle impulsion de l'instruction du 25 janvier 2018**. Le rapport a été publié en français [ici](#) et en anglais [ici](#).



## Partenariats/Réseaux

### Nathalie GODARD désignée présidente du CNDH Romeurope

Le Conseil d'administration du CNDH Romeurope a élu à sa présidence début juillet Nathalie GODARD, qui est responsable du pôle expertise des opérations en France pour Médecins du Monde. Elle succède à Guillaume LARDANCHET. **Le collectif Romeurope regroupe 45 associations et collectifs. Il est soutenu**

**financièrement par l'Etat pour le développement de ses actions.** Il participe notamment aux travaux de la Commission nationale, et a vocation à prendre une part active dans la mise en œuvre de la nouvelle impulsion donnée par l'instruction du 25 janvier 2018.

### Remise du rapport "bidonvilles et campements: quelle gestion pour les pouvoirs publics locaux?" des auditeurs de l'INHESJ

Le 12 juin, le groupe d'auditeurs de la 29<sup>ème</sup> session nationale de l'institut national des hautes études de la sécurité et de la justice a remis son rapport. Partant des constats locaux à la fois en métropole et en outre-mer, ce rapport met en évidence les

réponses apportées par les collectivités territoriales et établit des préconisations aux échelons national et européen.

Le rapport est disponible sur demande.



## Sans commentaires... et sous toutes réserves Revue des sujets relayés sur internet et dans la presse

•Financement participatif du projet étudiant de l'Ensa Paris-Belleville sur le site des Acières, à Marseille  
Cliquez [ici](#)

•Un documentaire-photo sur le bidonville de Kawéni, à Mayotte  
Cliquez [ici](#)

•Un article sur le projet d'Ivry-sur-Seine  
Cliquez [ici](#)

•A Alger, la résorption des bidonvilles  
Cliquez [ici](#)

•Un incendie dans un bidonville de Montreuil, les familles mises à l'abri  
Cliquez [ici](#)

•L'action de l'ambassade de France en Roumanie pour la protection de la famille et de l'enfance  
Cliquez [ici](#)

•"B comme Bagou", un projet de création collective aux Enfants du Canal  
Cliquez [ici](#)



• Publications d'Elise Roche, chercheuse à l'INSA Lyon sur les bidonvilles et la ségrégation urbain  
Cliquez [ici](#)

•Un projet de résorption à Lambersart, dans le Nord  
Cliquez [ici](#)

L'équipe du pôle résorption des bidonvilles change d'adresse:  
[pole-resorption-bidonville.dihal@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pole-resorption-bidonville.dihal@developpement-durable.gouv.fr)

